

Sud
Energie

Sud
Rail

Sud
RATP

Sud
Spectacle

Culture
Sud
Solidaires

A partir du 14, stoppons la régression sociale

Le document d'orientation du Gouvernement est clair : seule les conditions d'accompagnement sont négociables. Mais l'allongement de la durée de cotisation, la mise en place des décotes et la fin des bonifications (c'est-à-dire la diminution des pensions perçues) seraient inéluctables.

Personne n'est dupe sur la finalité de ces négociations : il s'agit de diviser pour affaiblir. Il suffit de constater que les éléments mis en avant « obtenus » par la FGAAC et présentés comme des avancées alors qu'ils figuraient déjà dans la lettre de recommandation du gouvernement et dans les documents d'application de la SNCF (5 ans de travail en plus pour les agents de conduite de la SNCF, avec une pension calculée en proportion des 40 ans de cotisation).

Au-delà de cette attaque contre les régimes spéciaux, il s'agit bien, pour le Gouvernement, de **préparer l'ensemble des salariés** à une pension calculée en proportion des années effectuées sur un allongement de la durée de cotisation à 41, puis 42 annuités, donc à une **diminution du montant des retraites versées**, puisque dans notre société de chômage, un salarié ne peut cotiser que 37 ans et ne se trouve plus en activité à partir de l'âge réel de mise en activité est de 57,5 ans et demidans le privé, ce qui signifie pour la plupart des salariés des retraites incomplètes.

Pourquoi accepter la régression sociale...

➤ alors que d'autres solutions existent pour les retraites !

Nous le savons tous, la crise financière du régime de retraite annoncée est un prétexte destiné à faire accepter des régressions sociales sans précédent.

La population vieillit, il faudrait donc travailler plus pour gagner moins ? Pourquoi ?

- alors que le vieillissement de la population n'est pas un phénomène nouveau
- alors que la richesse produite par habitant s'accroît constamment malgré l'augmentation du nombre d'inactifs.

Le Conseil d'Orientation des Retraites dit lui-même qu'une **augmentation de 0,372% par an des cotisations sociales** permettrait de financer durablement le système par répartition. Il annonce aujourd'hui que **la moitié seulement suffirait**, car l'espérance de vie n'augmente pas autant que prévu. **Qui oserait dire que cela pose problème, alors que les profits non réinvestis explosent ?**

Les principes qui régissent nos régimes spéciaux
- plus de cotisations pour plus de prestations -
peuvent et doivent être étendus
à l'ensemble des salariés

Pourquoi accepter la régression sociale...

➤ alors que l'état de la mobilisation permet d'obtenir un vrai progrès social !

Le 18 Octobre, la mobilisation a été historique aux dires de tous, et même supérieure à celle de 1995 : 73,5% à la SNCF, 60% à la RATP, 60% à EDF-GDF, 80% à l'Opéra ...

Les perspectives de mobilisation à partir du 13 novembre au soir laissent espérer la construction d'un rapport de force encore plus important sur la question des retraites :

- A la **SNCF**, les 7 Fédérations (CGT, SUD, FO, CFDT, CFTC, CGC, UNSA) appellent à une grève reconductible.
- A la **RATP** comme à **EDF et GDF** et à l'**Opéra** national de Paris, des organisations syndicales appellent d'ores et déjà à entrer dans l'action le 14 Novembre, et les appels locaux à la grève reconductible se multiplient, preuves de la mobilisation des salariés.

Dans tous ces secteurs, les syndicats SUD appellent à la grève reconductible en assemblée générale.

Dans le même temps, d'autres secteurs entrent en lutte contre la régression sociale :

- Les **étudiants** contre la mise en concurrence et la précarité généralisée
- Les **fonctionnaires** contre la diminution du pouvoir d'achat et de l'emploi (20 novembre)
- Les **magistrats** contre la suppression de nombreux tribunaux (18 novembre)
- Certains secteurs du **Privé** (bâtiment, métallurgie, chimie), contre la précarité, les baisses d'emploi et pour des augmentations de salaire.

SUD et Solidaires : une stratégie et des revendications claires

Des revendications claires et solidaires

Nos revendications restent les mêmes depuis le début. Elles concernent l'ensemble des salariés, des régimes spéciaux, de la fonction publique et du privé :

- le retour à **37,5** annuités pour tous (impliquant l'abrogation des lois Balladur et Fillon)
- Un taux de liquidation de **75%** du salaire de référence (derniers salaires dans le public, moyenne des 6 meilleurs mois dans le privé)
- la garantie d'une pension minimum égale à 100% du **SMIC**
- l'abandon des **décotes**
- le retour à une **indexation** des retraites sur les salaires et non sur les prix
- l'application de **bonifications** pour les métiers pénibles

Ces revendications n'ont rien d'utopique, elles nécessitent seulement un meilleur partage des richesses.

Une stratégie clairement tournée vers la construction d'un véritable rapport de force interprofessionnel

Nous – SUD-Rail, SUD RATP, SUD Energie, SUD Spectacle, SUD Culture - avons toujours refusé le cadre des « négociations » proposé par le Gouvernement, visant à diviser les salariés et leurs organisations syndicales.

Dans nos entreprises, nous agissons pour la construction d'une grève reconductible unitaire. Dans toutes les entreprises concernées par les régimes spéciaux, les fédérations SUD ont **déposé des préavis de grève reconductible** à partir du 14. Notre union syndicale Solidaires appuie ces démarches et nos revendications.

Partout, dans tous nos lieux de travail, construisons la mobilisation unitaire et reconductible pour obtenir le retrait des projets de remise en cause des régimes spéciaux et l'amélioration de tous les régimes de retraite !